

Les rapports de force dans l'arène des comités de développement du canton de Boboyo (Département du Mayo-Kani, Extrême-Nord du Cameroun)

Jérémie WILARBANG

Doctorant en sociologie, Département de Sociologie/Anthropologie, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Tel : (+237) 6 95 76 36 29

Auteur correspondant : jwilarbang@yahoo.com,

Article soumis le 12/10/2022 et accepté le 15 décembre 2022

Résumé : La crise économique et la libéralisation de la vie publique, dans les années 1980 et 1990, ont favorisé la prolifération des comités de développement. Ces derniers sont devenus de véritables arènes de développement marquées par des rapports de force entre diverses catégories d'acteurs. Ainsi, cette étude vise à analyser les relations entre les différents groupes sociaux impliqués dans ces associations. Le « volet » méthodologique a mobilisé l'observation, l'entretien, l'administration des questionnaires et la recherche documentaire. À la lumière de la théorie des champs (constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu), qui permet de saisir le développement local comme une arène avec des enjeux et des capitaux propres, les investigations ont abouti aux résultats suivants : les élites, les partenaires et la population locale sont les principales catégories d'acteurs de ce champ. Ce dernier reste, tout de même, dominé par les élites qui se présentent comme de simples philanthropes. Aussi, le développement, à caractère associatif, est porteur d'avantages sociaux.

Mots-clés : comités de développement, champ social, catégories sociales, rapports de force, canton de Boboyo.

Abstract: *The economic crisis and the liberalization of the society in the 1980s and 1990s favored the proliferation of development associations. They have become real arenas of development marked by power struggles between groups of actors. So, this paper aims to analyse the relationships between the different social groups involved in these associations. The methodological dimension is based on observation, interviews, survey with questionnaires, and documentary research. The social field theory (structural constructivism of Pierre Bourdieu) helped us to apprehend the local development as an arena with stakes and resources. The*

investigations lead to the following results: elites, partners, and local population are the main social groups, although the local development field remains dominated by elites who depict themselves as simple philanthropists. Also, the development of an associative character bears social advantages or fringe benefits.

Key-words: *development associations, social field, social groups, power relations, canton of Boboyo.*

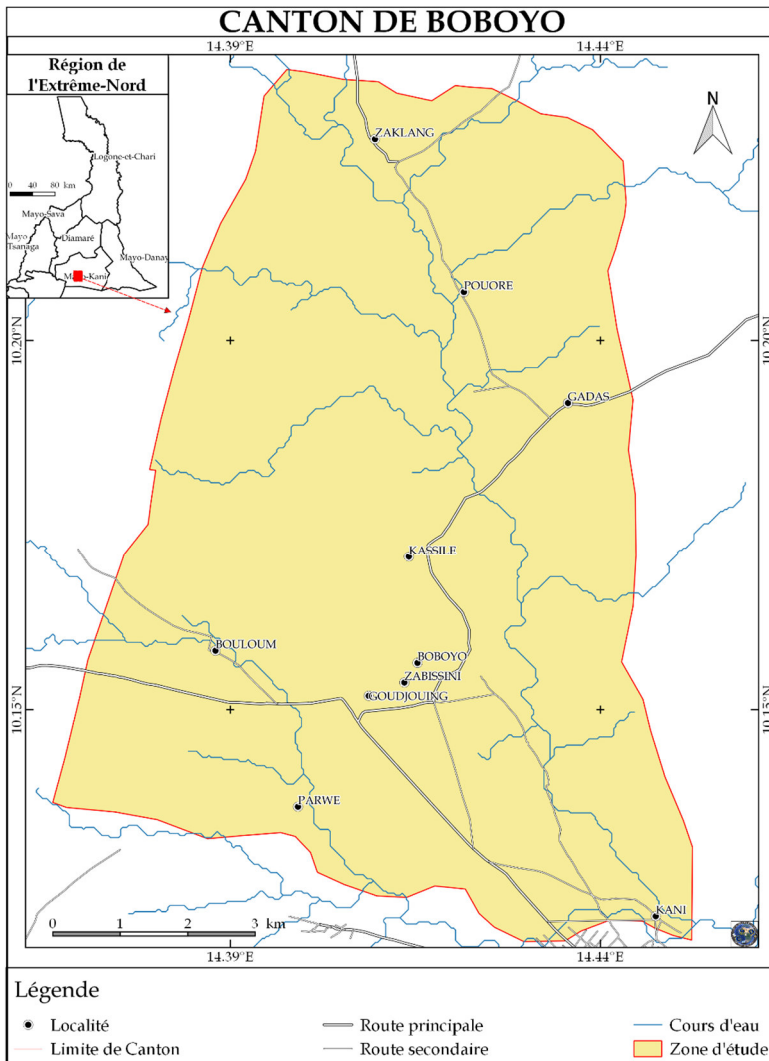
Introduction

D'une manière ou d'une autre, le développement, par le biais des associations locales, a existé depuis les indépendances. Toutefois, la décrépitude de l'État-providence, du fait de la crise économique dans les années 1980-1990 et les bouleversements sociopolitiques subséquents, ont favorisé la promotion de cette forme de développement (Courade, 1994, pp. 9-28 ; Abéga, 1999, p. 11 ; Mimche et al., 2006, p. 111). Le paysage sociopolitique a ainsi vu se multiplier les organisations communautaires de base (Gausset, 2005, p. 130) et les comités de développement (Fongang Fouepe et Piekap Lemegne, 2016, p. 144 ou Mbéré Wangba et Falna Taubic, 2021, p. 109). Le processus de décentralisation amorcé depuis 1996 par le Cameroun connaît également une nouvelle dynamique (Manga Kalniga, 2019, p. 64), notamment avec les élections régionales du 6 décembre 2020.

Ce contexte de valorisation de l'approche locale de développement a contribué à la transformation des comités de développement en arènes où différentes catégories d'acteurs coopèrent et s'affrontent pour divers enjeux. En général, il ne s'agit pas de conflits ouverts – même si ce n'est pas exclu –, mais de formes de conflictualité latentes entre individus et groupes impliqués dans le processus de développement local, qui réunit les conditions requises pour être qualifié de champ dans toute la complexité du concept (Bourdieu, 1979, p. 257 ; Bourdieu, 1984, p. 115 ; Accardo, 1997, pp. 57-58 ou Lenoir, 2004, p. 395).

À travers l'article, l'analyse est structurée autour des interrogations ci-après : qui sont les acteurs impliqués dans le champ du développement local ? Quelles espèces de capitaux mobilisent-ils dans cet environnement ? Quels sont les enjeux officiels et surtout implicites des activités de développement ? Ainsi, il s'agit d'identifier les groupes d'acteurs à l'œuvre dans les comités de villages. Ensuite, les discours des élites sur le développement local sont analysés. Et, enfin, nous nous intéressons aux enjeux relatifs aux activités de développement dans le canton de Boboyo (Fig. 1).

Fig. 1 : Localisation du canton de Boboyo (département du Mayo-Kani)



Source: SOCEFI, juin 2017; Enquête de terrain et Google Earth 2017;

Conception: WILARBANG Jérémie ; Réalisation: M. Issouhou; juillet 2017

1. Méthodes et matériels

La triangulation méthodologique a été adoptée afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de cette étude. Pour ce faire, il était nécessaire de s'intéresser à la recherche documentaire en consultant les ouvrages, les articles, les revues, les rapports, les journaux, les thèses et les mémoires qui traitent de la question à l'Université de Ngaoundéré, à l'Université de Maroua et auprès de certains enseignants. Les données de terrain ont été recueillies grâce à l'observation des activités des comités, notamment lors des assemblées générales de Zaklang (28-30 avril 2017), de Kassilé (5-7 mai 2017), de Gadas et de Zapili (27-29 mai 2022) et du CODEBO (2-4 juin 2017 et 1^{er}-3 juillet 2022). Enfin, cette recherche était marquée par des passages à Goudjouing et à Kani.

Les critères tels que le statut social, la profession, le niveau économique, le genre, les tranches d'âge, etc., ont présidé au choix des individus interrogés ; ce qui a permis de constituer un groupe représentatif d'enquêtés, composé d'élites, d'acteurs locaux, d'hommes, de femmes et de jeunes. Les informations ont été recueillies auprès de ces personnes à travers l'observation, l'entretien, l'entretien de groupe et l'administration de questionnaires. Au total, 56 individus ont été interrogés dont 40 par questionnaires.

Cette approche mixte s'est également traduite dans l'analyse des données. Les informations obtenues par entretien ont fait l'objet de l'analyse de contenu. Cette méthode a permis de ressortir les thèmes centraux des discours de différents acteurs de l'arène des comités de développement. Les logiciels SPSS et Microsoft Excel ont servi pour le traitement des données quantitatives, ce qui a donné lieu à des pourcentages, des diagrammes, etc. La dimension théorique s'est appuyée sur le constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu, notamment la théorie des champs. Elle postule que la société est constituée d'une imbrication d'espaces sociaux regroupant des groupes d'acteurs dotés de différentes espèces de

capitaux et poursuivant des enjeux généralement divergents. Cette théorie fait une lecture pertinente des logiques à l'œuvre dans l'arène ou le champ du développement local.

Les résultats obtenus sont organisés autour de trois principaux axes. La première partie traite de différents groupes d'acteurs impliqués dans l'arène des comités de villages. Les discours et la place des élites dans les activités de développement font l'objet de la deuxième partie. Enfin, le dernier point rend compte des enjeux de la mobilisation des uns et des autres dans les comités de développement.

2. Résultats

2.1 Les acteurs en présence dans l'arène des comités de développement

L'arène de développement local regroupe plusieurs catégories d'acteurs dont il est important d'avoir une vue panoramique. Selon les normes qui régissent la société, les groupes impliqués dans un espace social s'accordent sur la continuité du champ (Bourdieu, 1984, p. 115). Les élites, les partenaires et la population locale sont en première ligne.

2.1.1 Les élites

Il est important de rappeler la controverse – datant des travaux de Vilfredo Pareto – au sujet du singulier ou du pluriel pour le terme élite (Boudon et Bourricaud, 2011, p. 225). En s'inspirant de certains auteurs (Michels, 1914, p. 9 et Pareto, 1968[1917], pp. 1296-1297), Guy Rocher (1968, p. 135) définit le concept d'élite(s) comme des personnes et des groupes dont le pouvoir, la position sociale et l'influence contribuent à l'action historique d'une collectivité, notamment par les décisions qu'ils prennent, les idées et les sentiments qu'ils expriment ou qu'ils symbolisent. Dans le cadre de ce travail, ce terme est généralement écrit au pluriel, du fait de la diversité d'élites qui ne forment pas un corps social homogène. Selon Bourdieu (1979, p. 284), « le lieu par excellence des luttes symboliques est la classe dominante elle-même ». Il y a

ainsi des élites traditionnelles, des salariés, des professionnels de la politique et des acteurs du monde des affaires.

Les élites traditionnelles sont celles dont le pouvoir et la légitimité sont fondés sur les coutumes ancestrales des peuples. Leur autorité vient « de l'«éternel hier», c'est-à-dire celle des coutumes sanctifiées par leur validité immémoriale et par l'habitude enracinée en l'homme de les respecter » (Rocher, 1968, p. 136). Ces personnes jouissent d'un pouvoir qui tire son origine des idées, croyances et structures sociales rattachées à un passé perpétué par la tradition. Étant une chefferie de 2^{ème} degré, le canton de Boboyo a comme élites traditionnelles un *lamido* et près d'une quinzaine de *lawane* qui sont à la tête des villages.

Dans cette localité, une autre catégorie de membres supérieurs de la société est composée d'employés de l'État et autres salariés du secteur privé (SODECOTON). Ces personnes sont présentes un peu partout dans les villes où elles sont membres de sous-comités ou annexes. À la différence des élites traditionnelles, celles-ci relèvent plutôt de la légitimité légale-rationnelle : leur autorité est fondée sur les règles établies rationnellement (Weber, 1963, p. 102). On a ainsi affaire à des professionnels de santé, des ingénieurs, des comptables, des administrateurs civils, des instituteurs, des professeurs des lycées, des enseignants-chercheurs (université), des membres de professions libérales, etc. Certains d'entre eux ont un statut social élevé, car occupant des postes de responsabilité dans les services centraux ou déconcentrés de ministères (délégations régionales, départementales, d'arrondissement).

Les titulaires de postes électifs sont des politiciens : conseiller municipal, maire, député, etc. À ce titre, ils sont des professionnels de la politique, même s'il n'est pas exclu qu'ils exercent d'autres activités. L'autorité de cette catégorie d'élites est fondée sur plusieurs formes de légitimité. Si leurs fonctions sont encadrées par des cahiers de charge, des feuilles de route, des lois, des règlements, etc., l'accession à ces postes nécessite du charisme.

Les acteurs du monde des affaires sont également des élites. Ce sont des personnes qui, à travers le commerce et d'autres activités, font asseoir leur influence sur le reste de la société. Ces individus doivent la reconnaissance de leur qualité d'élite au volume de leur capital économique, l'une des plus importantes ressources dans les sociétés contemporaines. Dans un environnement où le niveau moyen de vie des populations est modeste, les hommes et les femmes d'affaires, les grands commerçants, les opérateurs économiques, les éleveurs, etc., ont tendance à se faire remarquer.

Ces différentes catégories d'élites ont chacune une parcelle d'influence sur les activités de développement et attirent des partenaires au profit de leur localité.

2.1.2 Les partenaires au développement

Les partenaires sont des organismes, Organisations non gouvernementales (ONG), structures étatiques ou collectivités territoriales qui apportent des appuis multiformes aux comités dans leurs activités de développement. Le partenariat au développement peut prendre plusieurs formes et est soumis à certaines conditions (Gagnon et Klein, 1991, pp. 243-250). Néanmoins, les partenaires opérant dans une localité sont généralement fonction du capital relationnel des élites. Dans le canton de Boboyo, les partenaires cités par les enquêtés sont les différents comités de développement (plus de 71%), la Commune de Kaélé (près de 45 %) et l'ONG *Ident.Africa* (près de 58 %).

En effet, il existe un partenariat entre les comités de villages de la localité. Chaque village (*lawanat*) dispose habituellement d'un comité en relation avec le comité cantonal (CODEBO). Cette relation est marquée par le versement des 30 % des cotisations annuelles de chaque *lawanat* au CODEBO qui, en retour, réalise des projets à l'échelle du canton tout entier.

La Commune de Kaélé est également un partenaire important des comités de développement à Boboyo où il réalise très souvent des projets sans leur exiger d'apport financier préalable. Certains des

projets retenus par les villages sont ainsi mis en œuvre par les fonds de la Mairie. D'ailleurs, les postes de maire et de ses adjoints sont répartis entre des ressortissants des cantons constitutifs de l'arrondissement.

L'ONG *Ident.Africa* est l'autre partenaire stratégique du CODEBO. Elle y est présente grâce à un ressortissant de Boboyo (Fred-Eric ESSAM) qui réside en Allemagne. Cette ONG intervient « depuis plus d'une dizaine d'années dans le sens du développement de notre cher canton. Les exemples sont légion [...] *Ident.Africa* injecte dans le canton de Boboyo 1 500 000 [francs CFA] chaque année »¹. Cette somme est répartie entre les encadreurs de l'école maternelle, du centre de couture, le personnel du centre de santé, etc.

Il arrive que des partenaires collaborent pour le développement du canton. C'est le cas pour le projet d'établissement d'actes de naissance au profit des enfants qui en sont dépourvus : « nous avons sillonné, avec la Mairie de Kaélé, tous les établissements scolaires et nous nous sommes rendus compte que plus de 1 000 enfants à Boboyo n'ont pas d'actes de naissance », a poursuivi la représentante d'*Ident.Africa* qui est Maire de la Commune de Kaélé. L'ONG a ainsi accepté de financer, pour l'année 2022, 500 actes de naissance, prioritairement aux élèves présentant des examens et concours (CM2). Cette action témoigne de la continuité du partenariat malgré la morosité économique due au Covid-19.

En général, les apports des partenaires au CODEBO concernent l'éducation, la santé, l'électrification, la formation professionnelle, le financement de divers projets, etc., au profit de la population.

2.1.3 La population locale

La population locale est composée d'hommes, de femmes et de jeunes qui résident en permanence ou la plupart du temps dans les

¹ Discours de la représentante d'*Ident.Africa* à la 29^{ème} Assemblée générale du CODEBO, Boboyo, 2 juillet 2022.

villages relevant du ressort territorial du comité de développement. Beaucoup d'acteurs de cette catégorie participent aux activités telles que les réunions, mais leur plus grand nombre est observé lors des assemblées générales annuelles. Les habitants locaux sont considérés comme ceux pour qui les projets de développement sont mis sur pied. À ce titre, ils sont assimilés aux bénéficiaires. Ce terme ne signifie pourtant pas que cette population reste « bras croisés ». Très souvent, même si son apport financier est jugé faible par rapport à celui des élites, elle emploie sa force de travail dans le cadre de réalisations et de leur entretien. Certes la population est considérée comme disposant de moins de ressources, mais elle n'est pas inactive pour autant ; en témoignent ses perceptions diversifiées à l'égard des élites.

L'une des attitudes des locaux est la fascination au regard de la volonté des élites d'œuvrer pour le développement du terroir, bien qu'elles n'y résident pas. Malgré que leurs familles directes ne tirent généralement pas profit de services implantés, elles participent à la construction des écoles, des centres de santé, des forages, etc. « Par exemple, notre président, qui est là-bas à Yaoundé, nous a donné une grosse somme [...] Quand on creuse le forage, c'est pour la population, quand on construit les écoles, etc. Donc c'est la population locale qui bénéficie... »².

En outre, les élites interviennent lorsque la population exprime des besoins. Comme cela s'observe au niveau des cotisations, les élites sont les plus grands financiers des comités de développement, « parce que nous [la population locale] n'avons pas assez d'argent pour financer la réalisation des projets. Pour que nous contribuions, il faut peut-être vendre le mil et venir déposer l'argent. Or l'agriculture même ne produit pas beaucoup »³. Les mêmes propos sont entendus chez d'autres acteurs locaux qui affirment que les relations avec les élites sont bonnes. Mais, les élites ont tendance à décrier

² Focus group discussion avec 6 jeunes hommes, Zaklang, 30 avril 2017.

³ Focus group discussion avec 5 femmes, Zaklang, 30 avril 2017.

l'attentisme de la population, qui se manifeste souvent par leur absence aux réunions et par leur faible implication dans l'entretien des réalisations.

Cependant, bien qu'elles soient les principales sources de financement, l'omniprésence des élites n'est pas du goût de tout le monde. La domination qu'elles exercent dans ces associations conduit à la résignation ou à l'effacement de certains acteurs locaux de l'arène de développement. Surtout qu'au début, certains comités fonctionnaient sans elles. D'aucuns affirment que c'est plus tard que les élites ont investi le champ du développement local. Leur irruption est parfois frustrante et vécue comme une confiscation, un accaparement de l'« affaire » des villageois. C'est ainsi que quelques habitants disaient : *« C'est nous qui avons créé CODEBO, mais les élites pensent que sans elles on ne peut rien faire. Moi je n'assiste même plus à leurs activités »*⁴.

Certains membres de la population locale décrivent plutôt l'inaction de beaucoup d'élites. Cette perception vient de ceux qui pensent que c'est le devoir d'une élite de participer au développement de son village. C'est pourquoi, le manque de volonté d'une partie d'entre elles est négativement perçu par bon nombre d'acteurs locaux. La participation financière des élites locales et surtout des chefs traditionnels (lawane et djaoro) fait souvent l'objet de critiques, parce que jugée insuffisante. Certains habitants expliquent avoir appris que les leaders coutumiers sont désormais des salariés, susceptibles de donner plus d'argent à l'association. Or, beaucoup d'entre eux continuent de faire montre d'une faible contribution financière : *« on ne comprend pas comment un responsable qui gagne chaque fin de mois peut donner la même somme qu'un cultivateur ! »*⁵

Quoi qu'il en soit, les élites sont prépondérantes dans les associations de développement.

⁴ Entretien avec un vétéran du CODEBO, Boboyo-centre, 4 juin 2017.

⁵ *Focus group discussion* avec 5 jeunes hommes, Zaklang, 30 avril 2017.

2.2 Les élites dans le champ du développement local

Les sciences sociales font comprendre que les élites se définissent par l'influence multiforme qu'elles exercent sur la société (Shamus Rahman Khan, 2012, p. 362). Les élites occupent des positions dominantes dans le processus de développement local. Cette influence se manifeste généralement en termes de contribution financière et dans la direction des comités, même si ces acteurs se considèrent comme de simples philanthropes.

2.2.1 Le discours des élites sur leur implication dans les activités de développement

À en croire les élites, leur engagement dans le développement local traduit leur volonté plus ou moins stricte d'œuvrer pour le bien-être des ruraux. Elles se présentent comme de simples bienfaitrices et ce n'est d'ailleurs pas inhabituel, car c'est le sens que tout (potentiel) courtier donne à son action dans cet environnement.

En effet, l'implication des élites dans le développement local est présentée comme une assistance aux personnes restées au village. Les élites, qui jouent très souvent le rôle de courtier, disent toujours agir et même se sacrifier pour le rayonnement de leur terroir. C'est une conception qui ne surprend pas de leur part, puisqu'elle permet de mettre ainsi en évidence leur volonté d'améliorer le niveau de vie dans leurs localités respectives. Dans son discours, le courtier emploie justement « une rhétorique de légitimation qui le fait apparaître comme quelqu'un qui agit sans intérêt personnel, uniquement motivé par sa préoccupation du bien-être de la communauté » (Bierschenk et al., 2000, p. 21).

C'est également la tendance générale qui se dégage de l'analyse des discours des élites du canton de Boboyo. Elles se considèrent comme des personnes motivées par l'amélioration des conditions de vie des populations. L'une d'entre elle confiait qu'une élite est une personne qui est soucieuse du bien-être des populations de son village : « *soucieuse, c'est ça le mot hein ! Avoir le souci des autres ;*

*et quand vous avez le souci des autres, vous n'attendez pas des autres, vous n'attendez rien ! Vous vous sacrifiez. C'est un sacrifice ! »*⁶. Ce souci du bien-être se matérialise parfois par des actions individuelles, mais très souvent dans des organisations locales comme les comités de développement.

En outre, selon certains acteurs, la participation financière des élites va de soi, car on ne peut appartenir à un village et en même temps ne pas œuvrer pour son épanouissement. Il faut toujours mettre son savoir et son savoir-faire au service du développement de sa localité⁷. Dans la même perspective, une élite doit porter son village dans son cœur, faire du développement de son terroir sa priorité et y « consacrer à la fois ses moyens temporels, financiers et matériels pour accompagner, encadrer et conseiller les populations, [...] pour une vision futuriste, une vision de transformation du village [...] en un pôle de développement »⁸.

Bien plus, selon beaucoup d'acteurs rencontrés, ce « sacrifice » des élites ne se limite pas à leurs propres moyens (temporels, financiers ou matériels), mais il engage aussi leur capital social. Une élite doit mobiliser ses relations en vue d'attirer des partenaires pour le développement de sa localité comme le fait un courtier en développement. Dans cette posture, l'élite fait valoir sa double appartenance aux sociétés bénéficiaires et aux milieux développeurs, en se présentant comme une personne qui a la maîtrise profonde de ces deux mondes.

De ce fait, une telle personnalité doit entrer en contact avec tout organisme, service ou acteur susceptible de contribuer au développement de son village. Une élite, c'est une personne « qui est en mesure de frapper à la porte du Maire : Monsieur le Maire voici le projet que mon comité de développement a retenu. Est-ce que

⁶ Entretien avec une élite dirigeante du CODEGA (Gadas), Kaélé, 3 mai 2017.

⁷ Entretien avec un haut responsable du CODEBO, Boboyo-Centre, 4 juin 2017.

⁸ Entretien avec une élite dirigeante du CODEGA (Gadas), Kaélé, 3 mai 2017.

vous pouvez le prévoir dans le budget ? »⁹ De même, elle est appelée à faire le tour des départements ministériels ou de leurs démembrements territoriaux afin de décrocher, au profit de son village, des projets liés à la santé, à l'éducation, à l'agriculture, à l'accès à l'eau potable, etc.

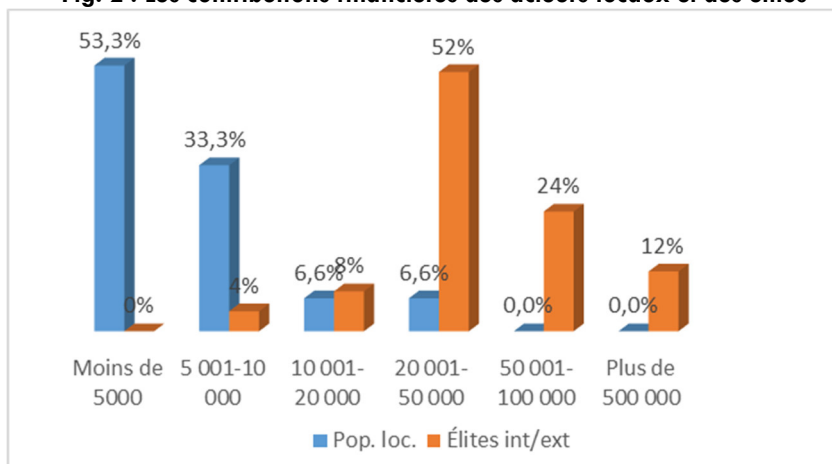
Du point de vue des élites, leurs actions s'inscrivent dans le registre philanthropique, quelque peu humaniste, mettant l'amélioration des conditions de vie des populations au centre des préoccupations. Elles se trouvent ainsi dans une position dominante au sein des comités de développement.

2.2.2 La domination financière des élites dans les comités de développement

Les comités de développement ont plusieurs sources de financement, mais la plus importante reste la collecte annuelle lors de l'assemblée générale. Plusieurs stratégies sont mises au point pour réunir le maximum de fonds. Chaque sous-comité de l'extérieur passe donner sa participation, ainsi que les différents villages sous la houlette de leurs leaders coutumiers.

⁹ Entretien un responsable du CODEBO, Boboyo-Centre, 4 juillet 2022.

Fig. 2 : Les contributions financières des acteurs locaux et des élites



Source : Enquêtes de terrain

On peut facilement remarquer que les élites sont les plus grands donateurs lors des assemblées générales, ce qui signifie que le budget de l'association repose, en grande partie, sur elles. Beaucoup de ces acteurs mobilisent des sommes conséquentes. La contribution du président du CODEBO se chiffre généralement en millions. Lors de la rencontre annuelle de 2022, elle était de 2 millions de F CFA et celle du vice-président de moitié (1 million). Certaines élites participent à hauteur de centaines de milliers, d'autres à moins de 100 000 francs. Habituellement, les grands contributeurs sont constitués de membres du bureau exécutif, de membres du bureau d'honneur, de présidents des comités de villages et d'élites extérieures, de manière générale.

En outre, les élites convertissent leur capital social en ressources économiques au service des comités de développement. Elles le font en invitant leurs collègues, leurs connaissances ou leurs ami(e)s qui ne viennent pas les mains – ou plutôt les poches – vides. Lorsque les invité(e)s sont indisponibles pour effectuer le déplacement, ils envoient généralement leurs contributions financières par personnes interposées ou à travers les services de

transfert d'argent (Orange Money, Mobile Money, Express Union, etc.).

L'influence financière des élites est également observable à travers les apports financiers des sous-comités. Ces organes annexes situés dans plusieurs villes du Cameroun sont composées d'élites extérieures qui cotisent des sommes importantes pour l'association. Le tableau suivant en donne un aperçu.

Tableau 1 : Les contributions financières de quelques sous-comités CODEBO en 2022

N°	Sous-comité CODEBO	Montant (en franc CFA)
1	Douala	420 000
2	Yaoundé	300 000
3	Garoua	300 000
4	Kaélé	180 000
5	Ngaoundéré	170 000
6	Bertoua	55 000
7	Toubo	50 000
8	Kousseri	50 000
9	Guidar	20 000
10	Nkoteng	20 000

Source : Enquêtes de terrain

En général, ces montants communiqués lors de la collecte à l'assemblée générale annuelle sont revus à la hausse, car un nombre important de retardataires envoient leurs participations financières plus tard.

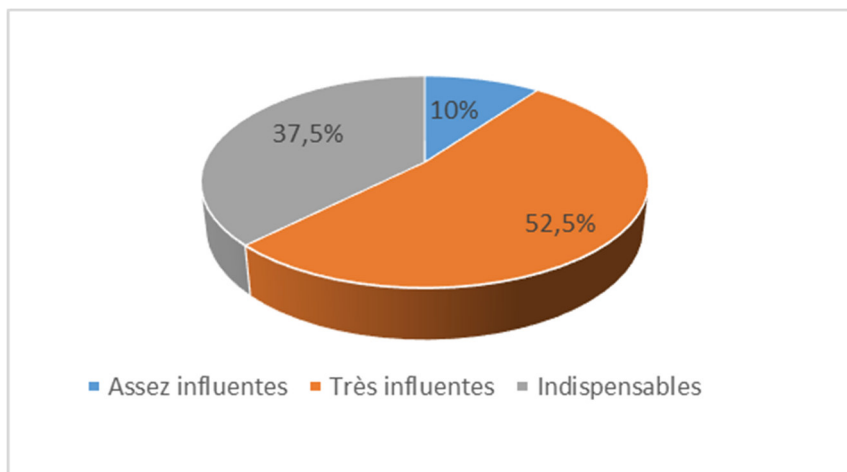
La domination des groupements de développement par les élites se traduit également dans la direction.

2.2.2 L'influence des élites dans la direction des comités de développement

La place des élites dans la direction des affaires est d'une importance capitale pour la compréhension de leur poids dans les comités de développement. Il y a quelques années, le CODEBO

était dirigé par un sous-préfet avant de céder la place à un sous-directeur au Ministère de l'environnement (MINEPDED). Aussi, les comités au niveau des villages sont dirigés par des élites : homme d'affaire, entrepreneur, agent de santé, etc. Les informateurs interrogés reconnaissent quasi-unaniment que les élites occupent une place centrale dans ces associations, comme le montre le graphique ci-après :

Fig. 3 : La place des élites dans les comités de développement



Source : Enquêtes de terrain

Si les élites se retrouvent un peu partout à la tête des comités, c'est justement du fait de leur niveau d'influence (très influentes et indispensables respectivement à 52,5% et 37,5%) dans les différentes instances et surtout au niveau de la direction. Le tableau suivant donne un aperçu du caractère prépondérant des élites dans ces organisations.

Tableau 2 : Les élites dirigeantes de quelques comités de développement

Comité de développement	Président	Profession ou statut social
CODEBO (canton de Boboyo)	Banga Clair René	Sous-directeur MINEPDED
CODEZAK (Zaklang)	Banga Clair René	Sous-directeur MINEPDED
CODEGA (Gadas)	Dawa Joël	Délégué régional du Ministère des affaires sociales (MINAS) Adamaoua
CODEKAS (Kassilé)	Wassain	Ingénieur des travaux publics à la retraite
CODE Goudjouing	Souleymanou Hamidou	Ancien footballeur, homme d'affaires et entraîneur des gardiens (Lions Indomptables)
CODEZA (Zapili)	Danbé Flaubert	Professionnel de santé (IDE)
CODEKANI (Kani)	Bellé Dieudonné	Chef Service des affaires administratives et financières (SAAF) de l'École Technique d'Agriculture (ETA) de Maroua
CODEVIBOC (Boboyo-Centre)	Wouanié Blaise	Entrepreneur et directeur général Ets Les Palmiers
CODE Pouhoré	Yougouda Moïse	Chauffeur à la SODECOTON

Source : Enquêtes de terrain

On peut facilement remarquer que les associations qui figurent dans ce tableau sont dirigées par des élites généralement qualifiées d'extérieures. Cette situation s'explique, en partie, par les logiques de fonctionnement des comités, en particulier le choix des responsables de premier plan.

En effet, les textes prescrivent l'organisation d'élections. Toutefois, les réalités sont très souvent différentes. La dernière alternance en date à la tête du CODEBO s'est faite sur recommandation, après une « nomination » d'une élite par d'autres. Il n'y a pas eu de vote. Si le président national sortant n'était plus candidat, il a pesé de tout son poids dans la désignation de son successeur. Le projet porté par un ancien sous-comité du leader sortant était de revoir les critères d'éligibilité au poste de président : être une élite influente de la localité, avoir été président d'un sous-comité ou d'un comité de village, être membre du bureau national, être bienveillant et bienfaisant (CODEBO, 2015). Bien que les textes n'étaient pas encore modifiés, l'élection a eu lieu selon ces « dispositions ». À l'assemblée générale 2017, le président sortant disait, entre autres, qu'il n'était plus souhaitable que :

Tout au moins au niveau de la Présidence du CODEBO, qu'on ait ici un aventurier, parce qu'effectivement avec ce genre d'élections ou de choix où chacun peut être n'importe où, chacun peut solliciter n'importe quoi, on peut se trouver avec un désagrément. On avait souhaité qu'on révise ces Statuts dans cette perspective [...] Ce qui n'a pas été fait. En ce qui me concerne [...], je sors de la direction du CODEBO, mais dans la logique que ce que nous avons eu à faire persiste, je propose Monsieur Banga Clair René au poste de Président du CODEBO. Évidemment, ce n'est pas pour orienter quoi que ce soit [...].

Cependant, comme un autre candidat s'était déclaré pour le même poste, tout le monde s'apprêtait à passer au vote. C'est à ce moment que le *lamido* prit la parole sans y avoir été sollicité : « *Moi j'aurai aimé que Banga prenne la présidence et s'il est secondé par Souley [l'autre candidat], il n'y a pas de problème ! Les deux vont travailler ensemble* ». Il en fut ainsi. L'un est président et l'autre assure la vice-présidence jusqu'à aujourd'hui. La fonction de président d'honneur assurée par le chef coutumier n'est visiblement pas si honorifique, du moins pas seulement !

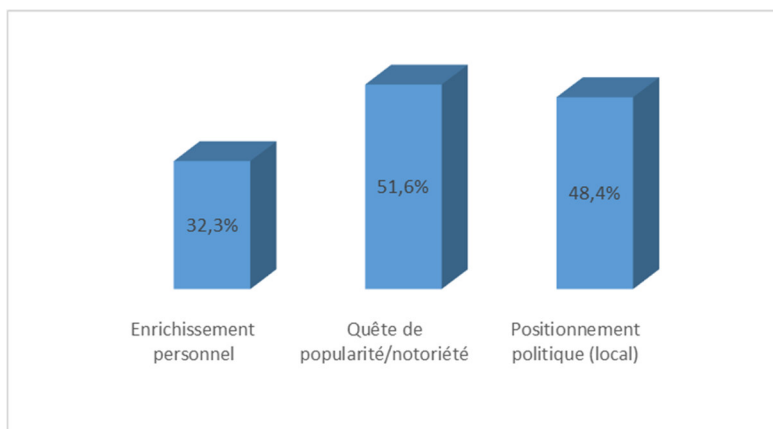
On remarque donc que les élites se considèrent comme des personnes au service des autres sans arrière-pensées et ont une influence déterminante sur les activités de développement.

Pourtant, il faut aller au-delà de leur narratif (Olivier de Sardan, 1995, p. 161) pour comprendre les véritables enjeux de leur implication dans l'arène de développement local.

2.3 Les enjeux collatéraux des activités de développement local

Tout en travaillant pour le relèvement du niveau de vie des villages présenté comme le but unique, beaucoup d'acteurs à l'œuvre dans les comités – surtout les élites – poursuivent également des objectifs latents, non avoués ou officieux. Dans le canton de Boboyo, à la question concernant l'instrumentalisation éventuelle des associations à des fins personnelles par les élites, 77,5 % des personnes interrogées ont répondu oui et 22,5 % par la négative. Cette instrumentalisation se traduit en enrichissement personnel, en quête de popularité ou de notoriété et en positionnement politique, comme cela est observable dans la figure suivante.

Fig. 4 : Les formes d'instrumentalisation des comités par certaines élites



Source : Enquêtes de terrain

Ces différents avantages sociaux liés à l'engagement dans les comités de développement sont explicités ci-après.

2.3.1 Le contrôle des ressources économiques

L'accumulation ou le contrôle des ressources économiques est l'un des enjeux de l'implication de groupes d'acteurs dans les comités de développement. C'est une question ultrasensible dont il est difficile de déchiffrer les tenants et les aboutissants, car dit-on que l'argent est le nerf de la guerre ! En général, l'accumulation se fait par la manipulation des flux de capitaux de l'organisation et beaucoup de voix dénoncent, à tort ou à raison, la mauvaise gestion des fonds issus des collectes ou provenant des partenaires.

L'argent est un élément qui, à la fois, réunit et divise les individus. Le recueil des avis des uns et des autres sur la gestion financière a permis d'évaluer la tenue des comptes des comités de développement : 5 % des enquêtés estiment que la gestion des fonds est opaque, 5 % pensent qu'elle est douteuse, 72,5 % optent pour assez transparente et seulement 17,5% pour très transparente. Ces résultats dénotent de l'existence de zones d'ombre dans ce domaine. Dans les entretiens, des informateurs ont abordé le sujet des emprunts non remboursés de la part de certaines élites qui s'accaparent de l'effort fourni pour financer les projets de développement.

Aussi, le jour de la collecte de fonds, certains acteurs, souvent en retrait, disaient : « *Allons cotiser pour eux encore... !* » De tels propos laissent entendre que soit la population n'a pas vu de concrètes réalisations, soit elle doute de la gestion et estime que les élites en profitent. Ce qui n'est pas totalement faux, puisque d'aucuns reconnaissent volontiers que la tenue des comptes est une affaire complexe et que des irrégularités ne sont pas exclues, car « *il n'y a pas de grammaire sans négation et sans exception* »¹⁰.

La constitution et le renforcement du capital social sont également au centre des activités des comités de développement.

¹⁰ Entretien avec un membre du bureau du CODEKAS, Kassilé, 6 mai 2017.

2.3.2 La consolidation du capital social

Le capital social, défini comme le réseau de relations d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance d'un individu, est également en jeu dans les activités de développement local. À ce titre, la quête de popularité et le renforcement de la notoriété sont des phénomènes récurrents dans les comités de villages. C'est un cercle vertueux de reproduction du capital social, dans la mesure où cette ressource est nécessaire pour entrer dans l'arène de développement, mais constitue également l'une des visées. Aussi, pour un courtier, le capital social est central dans le maintien de la relation entre les deux hémisphères du monde du développement : « la constitution d'un réseau personnel, du côté des bailleurs comme du côté des paysans, est une marque de réussite du courtier accompli » (Bierschenk et *al.*, 2000, p. 27). À travers les relations de travail et leur forte implication dans les activités des comités, on assiste à la mise sur orbite des élites dans l'univers du développement tout en gardant le lien avec le village.

D'ailleurs, dans un contexte de crises et d'incertitudes, cette relation est nécessaire pour les deux parties. La population locale bénéficie de projets de développement et les élites ménagent socialement et économiquement le village en cas d'un éventuel retour en tant que *déflaté du développement* (Mbonji Edjengèlè, 1999, p. 1). Pour conserver ce lien, certaines élites octroient des téléphones portables à des ruraux, afin qu'ils leur rendent compte de l'actualité du village.

Aussi, la convertibilité d'une espèce de capital en une autre permet à certaines élites de mettre à profit leur réseau de relations pour leur ascension politique.

2.3.3 La conquête du champ politique (local)

La question de la conquête du pouvoir politique, à travers les activités de développement, est très complexe compte tenu des subtilités dans ce registre. Si l'article 2 du *Règlement intérieur* précise que « le CODEBO est une association apolitique et aucun

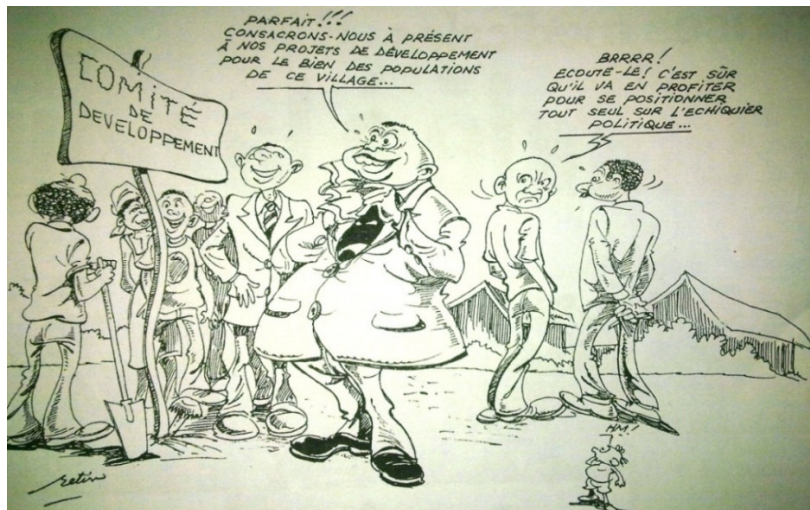
débat à caractère politique ne sera admis dans ses réunions », les réalités ne sont pas tout à fait pareilles. Tout en agissant pour le développement, certaines élites en profitent pour se positionner sur l'échiquier politique (local). En fait, il est difficile, à l'ère du multipartisme, de créer des organisations qui échappent aux logiques et aux intrigues politiciennes (Owona Nguini rapporté par *Cameroon Tribune*, 2015, p. 14). Il est fréquent que les comités de développement soient utilisés comme tribune ou tremplin en vue de constituer une base politique locale :

Vraiment en ce qui me concerne, je n'ai jamais utilisé des stratégies à quelque niveau que ce soit pour mélanger les activités du CODEBO [...], mais il y en a qui veulent utiliser le CODEBO comme instrument politique. J'ai suivi par exemple que certains politiciens, certains leaders politiques ont voulu placer les leurs à la tête des comités de développement, évidemment question de faciliter le déploiement des responsables de ces comités ou alors question de faire passer rapidement le message [...] Etant déjà connu, ce sera facile pour eux de passer des messages de propagande [...] J'avoue que c'est là. Même si c'est pas clair, il y en a qui ont pris la tête des comités apparemment pour se forger des places politiques¹¹.

C'est exactement ce qu'illustre l'image suivante qui présente comment certaines élites utilisent les groupements locaux de développement comme outil d'ascension politique.

¹¹ Entretien avec un ancien haut responsable du CODEBO, Boboyo-Centre, 4 juin 2017.

Figure 5 : Comité de développement comme tremplin politique



Source : *Cameroon Tribune*, n° 10908/7107 du 19 août 2015, p. 11

Au milieu de cette image, on peut observer un individu en costume, sans aucun doute une élite, avec des joues proéminentes, qui appelle les uns et les autres à œuvrer pour le bien-être des populations. À gauche, on a une foule laborieuse et des personnes tenant des outils de travail. À côté (à droite), deux individus – vraisemblablement des ruraux – regardent l'élite en costume avec scepticisme et dédain notoires, disant qu'elle va sûrement profiter des activités du groupement pour se positionner sur le champ politique.

Certains acteurs pensent même que l'ascension politique comme résultat de l'investissement dans les activités de développement va de soi, du moins lorsque les populations ressentent l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans cette optique, ce n'est pas à l'élite ou au politicien de faire campagne, mais les habitants vont s'empresse de lui apporter toutes sortes de soutiens, y compris l'appui politique. C'est pourquoi, l'élite n'a pas besoin de se montrer et de s'agiter pour des échéances électorales : « la

*population elle-même va dire que nous voulons telle élite pour être conseiller municipal. Ça s'impose d'elle-même hein ! [...] La population elle-même va toujours vous mettre en haut »*¹².

C'est d'ailleurs ce que certains habitants locaux ont confirmé. Selon leurs propos, lorsqu'une haute personnalité est active dans le financement des réalisations au bénéfice de villages et qu'elle leur demande de le soutenir politiquement, ils le font ou ils ne verront pas d'inconvénient à le faire¹³. La relation entre les comités de développement et la conquête des postes politiques est, de nos jours, un secret de polichinelle. Le clientélisme migre ou plutôt se répand de l'espace politique national aux arènes locales de développement, surtout dans ce contexte d'accélération de la décentralisation.

Discussion et conclusion

Les comités de développement sont devenus, plus que jamais, de véritables arènes marquées par des rapports de force entre plusieurs catégories d'acteurs. Les investigations menées dans différents villages du canton de Boboyo révèlent que les groupes sociaux impliqués dans ces associations sont les élites, les partenaires au développement et la population locale ; chaque catégorie étant constituée de sous-ensembles, en fonction de certaines caractéristiques. Dans cette configuration locale, les élites se présentent comme des philanthropes au service du bien-être des acteurs locaux, tout en manifestant leur influence dans les cotisations financières et dans la direction des comités. Véritable champ social avec ses propriétés, ses acteurs et ses ressources, le développement local est porteur de divers enjeux, qui sont également des conditions d'entrée dans le jeu. Dans le canton de Boboyo, les principaux enjeux des activités de développement local répertoriés sont d'ordres économique, social et politique.

¹² Entretien avec un conseiller municipal actif dans les comités de développement, Kaélé, 5 mai 2017.

¹³ *Focus group discussion* avec 5 femmes, Zaklang, 30 avril 2017.

Toutefois, la convertibilité d'une espèce de capital en une autre rend inopérante toute distinction rigoureuse entre ces types d'avantages sociaux.

L'apport de ce travail au débat scientifique sur le développement local se situe à plusieurs niveaux. Premièrement, la question des rapports de force constitue un angle d'approche différent des préoccupations d'autres auteurs tels que Fongang Fouepe et Piekap Lemegne (2016, pp. 147-150) sur l'émergence et les rôles des comités de développement, Mbéré Wangba et Falna Taubic (2021, pp. 112-122) concernant leurs stratégies de mobilisation ou Mbéré Wangba (2022, pp. 161-373) au sujet des organisations communautaires dans le processus de développement local. En deuxième lieu, cette recherche a permis d'identifier les principales catégories d'acteurs impliqués dans ces organisations, ainsi que les formes d'influence et de conflictualité qui y ont cours. Enfin, la présente étude est loin d'épuiser la compréhension des interactions dans les comités de villages. Elle ouvre des pistes de recherche sur les rapports de genre, les relations intergénérationnelles, l'incidence de la dynamique actuelle de décentralisation, etc., dans le cadre du développement communautaire ou local.

Références bibliographiques

Abega, S. C. (1999), *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, CLE, 208 p.

Accardo, A. (1997), *Introduction à une sociologie critique. Lire Bourdieu*, Bordeaux, Le Mascaret, 280 p.

Bierschenk, T. et al. (dir.), (2000), *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD et Karthala, 328 p.

Boudon, R. et Bourricaud, F. (2011), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 714 p.

Bourdieu, P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 672 p.

Bourdieu, P. (1984), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 277 p.

Cameroon Tribune, n° 10908/7107 du 19 août 2015.

CODEBO, (2015), *Rapport sur les travaux de la 23^e Assemblée Générale*, CODEBO, 47 p.

Courade, G. (dir.), (1994), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 410 p.

Fongang Fouepe, G. H. et Piekap Lemegne, G. E. (2016), « Émergence et rôles des comités de développement dans la région de l'Ouest au Cameroun : le cas du département de la Menoua », *J. Rech. Sci. Univ. Lomé (Togo)*, Série B, vol. 18, n° 4, pp. 143-154.

Gagnon, C. et Klein, J.-L. (1991), « Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n° 95, pp. 239-255.

Gausset, Q. (2005), « Organisations communautaires de base et renforcement de la société civile en milieu rural », *Civilisations*, vol. 52, n° 2, pp. 129-146.

Lenoir, R. (2004), « Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu », *Sociétés & Représentations*, vol. 1, n° 17, pp. 385-396.

Manga Kalniga, J. D. (2019), « Processus de décentralisation et dynamiques sociopolitiques au Nord-Cameroun. Systèmes et acteurs dans le champ local », Thèse de Doctorat/Ph.D en sociologie, Université de Maroua, Cameroun, 1011 p.

Mbére Wangba et Falna Taubic, (2021), « Stratégies de mobilisation communautaire dans les comités de développement local : cas des terroirs du Mayo-Danay (Extrême-Nord Cameroun) », *Annales de l'Université de Moundou*, Série A-FLASH, vol. 8, n° 4, pp. 107-127.

Mbééré Wangba, (2022), « Organisations communautaires et développement local : logiques et dynamiques des mouvements paysans à l'heure des transformations institutionnelles dans les terroirs du Mayo-Danay », Thèse de Doctorat/PhD en sociologie, Université de Maroua, Cameroun, 568 p.

Mbonji Edjengèlè, (1999), « Les "déflatés" du développement. De la tradition de dépendance à l'autogestion », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], n° 18, mis en ligne le 24 juillet 2006, consulté le 1^{er} octobre 2016, URL : <http://apad.revues.org/455>.

Michels, R. (1914), *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 313 p.

Mimche, H. et al. (2006), « Les élites urbaines et le développement local au Cameroun », *GeolNova : Revista do Departamento de Geografia et Planeamento Regional*, Lisboa, n°12, pp. 107-127.

Olivier de Sardan, J.-P. (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 218 p.

Owona Nguini, M. E. (2015), « Dans tout groupe, il y a des luttes de pouvoir », interview publiée dans *Cameroon Tribune*, n° 10908/7107 du 19 août 2015, propos recueillis par Elise Ziemine, p. 14.

Pareto, V. (1968 [1917]), *Traité de sociologie générale*, Paris-Genève, Librairie Droz, 1818 p.

Rocher, G. (1968), *Introduction à la sociologie générale. Tome 3. Le changement social*, Montréal, Hurtubise, 258 p.

Shamus Rahman Khan, (2012), « The Sociology of Elites », *Annual Review of Sociology*, vol. 38, pp. 361-377.

Weber, M. (1963[1919]), *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 185 p.

Wilarbang, J. (2017) « Élités et comités de développement de villages dans le canton de Boboyo (Département du Mayo-Kani) :

*J. WILARBANG, Les rapports de force dans l'arène des comités de développement
du canton de Boboyo...*

enjeux, problèmes et défis », Mémoire de Master II en sociologie,
Université de Ngaoundéré, Cameroun, 200 p.